

Le sommet de l'euro et la responsabilité de Paris

On ne se donnera pas ici le ridicule de qualifier le sommet européen des 28 et 29 juin de rencontre de la dernière chance pour l'euro. Depuis près de trois ans, les Européens – et tout particulièrement les 17 de l'union monétaire – clopinent de rencontre en rencontre : leurs sommets ne sont jamais décisifs. Pas plus que les solutions qu'ils adoptent – on devrait dire qu'ils bricolent. Hélas !

La zone euro ne se sort pas d'une crise de la dette très largement provoquée par le tsunami parti de Wall Street en 2008. Elle n'a évité ni les effets de contagion d'un pays à l'autre ni la transposition du mal en crise bancaire.

A chaque éruption de défiance des marchés ici ou là – on a maintenant visité toute l'Europe du Sud –, les 17 ont concocté des

semi-mesures. Lesquelles ont dû ensuite être soumises à de longues phases de ratifications parlementaires, aucun corps législatif ne jugeant utile de déclencher des procédures d'urgence...

Les 17 colmatent. Ils font de la plomberie de secours, quand il faudrait revoir toute la tuyauterie. Jusqu'à présent, ils ont géré la crise de l'euro – autant dire celle de l'avenir du projet européen – comme s'il s'agissait d'une négociation sur les prix agricoles. Un

Editorial

marchandage où la défense des intérêts nationaux à court terme des uns et des autres l'a toujours emporté sur l'ambition de sortir par le haut d'une crise qui n'aurait jamais dû prendre une telle ampleur. L'histoire risque

d'être sévère pour les acteurs du psychodrame de l'euro.

Mais peut-être fallait-il atteindre un point d'orgue dans la dramaturgie en cours pour que les Européens perçoivent le bord du gouffre. Ils y sont. Et, pour la première fois, ils ont sur la table un plan d'ensemble qui a l'allure d'un début de solution. Il faut l'adopter vendredi à Bruxelles, et même aller plus loin.

Préparé, comme un cadre de discussion, par quatre personnalités des instances dirigeantes bruxelloises (*Le Monde* du 27 juin), ce plan comprend deux types de mesures d'urgence. Les unes sont destinées à donner un coup de pouce à la croissance. Les autres ont pour objet d'assouplir le fonctionnement des fonds de secours européens. Il s'agit de venir à l'aide des pays qui, comme l'Espagne ou l'Italie, sont tou-

jours attaqués par les marchés alors qu'ils entreprennent des réformes courageuses.

Le document va plus loin. Pour la zone euro, il dessine les contours d'une union bancaire et budgétaire. C'est la bonne direction. Dès que des engagements fermes seraient pris dans ce sens, une partie de la dette – une partie seulement – devrait pouvoir être mutualisée.

Berlin doit faire ce geste de solidarité. Mais Paris a tort de manifester tant de réticence à l'adresse de ce qui doit nécessairement être le pendant de la solidarité : une supervision budgétaire commune.

Dans la recherche d'un compromis positif, la responsabilité pèse autant sur la France que sur l'Allemagne. Berlin et Paris doivent prendre des risques pour sortir d'un statu quo mortifère. ■

Lire page 4

LA CRISE DE L'EURO

L'Europe s'interroge sur un grand saut fédéral

Pour François Hollande, il ne peut y avoir de transferts de souveraineté sans progrès en matière de solidarité

Le salut de la zone euro passe-t-il par un saut fédéral? La question se pose avec toujours plus d'urgence au moment où la crise des dettes souveraines menace comme jamais l'Espagne et l'Italie. Pour les marchés, et nombre d'experts, l'Union monétaire ne pourra survivre qu'en mutualisant ses dettes, au prix de transferts de souveraineté inédits.

Avant d'en arriver là, Angela Merkel a multiplié les appels à une union politique: la chancelière allemande, qui devait dîner avec François Hollande, mercredi 27 juin à l'Élysée, refuse toute avancée sans être certaine d'avoir un droit de regard, via Bruxelles, sur les choix budgétaires des États de la zone euro. Pour le président français, à l'inverse, il ne peut y avoir de transferts de souveraineté sans progrès en matière de solidarité.

La feuille de route présentée en prélude au sommet européen des 28 et 29 juin par Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, tente de concilier les deux approches: il s'agit de renforcer l'Union monétaire, en cherchant un équilibre entre partage des risques et discipline. Sans prononcer les mots tabous de fédéralisme ou d'abandon de souveraineté.

« Le big bang fédéral n'est pas réaliste: les dirigeants n'y sont pas prêts, pas plus que les opinions, constate un fonctionnaire bruxellois. Il faut chercher des voies moyennes qui permettent de tenir face aux marchés, sans braquer les peuples. » « Autant de fédéralisme que nécessaire et aussi peu que possible », résumant les experts réunis par la fondation Notre Europe, dans une étude dévoilée mardi.

La « question » est particulièrement explosive en France. Depuis son élection, l'Élysée est embarrassé par les appels à l'union politique, mais plusieurs membres du gouvernement ont plaidé, ces derniers jours, pour davantage d'intégration. Mardi, le ministre délégué au budget, Jérôme Cahuzac, a ainsi suggéré d'accepter le « partage de souveraineté » qu'implique le droit de regard de la zone euro dans la préparation du budget national.

Sept ans après le référendum négatif sur la Constitution, le Parti socialiste est soucieux de ne pas relancer les luttes intestines. De surcroît, lors des dernières élections présidentielles, fait-on valoir à Paris, un électeur sur trois a voté pour des candidats eurosceptiques.

Le chantier n'est pas moins délicat dans l'Italie de Mario Monti.



Angela Merkel, la chancelière allemande, ici au sommet du G20 de Los Cabos au Mexique, devait rencontrer François Hollande le 27 juin. YURI CORTEZ/AP

L'ancien président du conseil Silvio Berlusconi a lui aussi enfoncé le cheval de l'euro-scepticisme. Son nouveau credo: l'Italie (ou l'Allemagne) doit sortir de l'euro. « Y penser n'est pas un blasphème », a-t-il déclaré à plusieurs reprises ces derniers jours.

Selon un récent sondage, 56 % des Italiens rejettent l'entrée de la Péninsule dans l'euro. Dernier arrivé sur la scène politique, le Mouvement 5 Étoiles de l'humoriste Beppe Grillo surfe sur la vague: « Avec la lire, en une nuit, on pouvait dévaluer de 30 %, et repartir de zéro », regrette le fondateur de ce nouveau parti, crédité de près de 20 % d'intentions de vote.

Mario Monti, ancien commissaire européen et nouveau président du conseil, se retrouve en position d'équilibriste: « Alors qu'il faut davantage d'intégration pour sortir de la crise, a-t-il déclaré dans un entretien au Monde, des

gouvernements, des Parlements et des opinions publiques rejettent cette solution indispensable. »

Le débat sur le fédéralisme a été spectaculairement alimenté par Wolfgang Schäuble (CDU), ministre des finances allemand, dans un entretien au Spiegel (du 25 juin).

« Le big bang fédéral n'est pas réaliste: les dirigeants n'y sont pas prêts, pas plus que les opinions »
Un fonctionnaire bruxellois

Cet Européen convaincu estime que « dans les domaines politiques importants, il faut transférer plus de pouvoirs vers Bruxelles sans que chaque État membre puisse bloquer ». Pour lui, « la Commission doit devenir un vrai gouverne-

ment, et pour cela elle doit être élue soit par le Parlement soit au travers de l'élection directe de son président ». Le Parlement européen doit de son côté « être renforcé », notamment en obtenant le droit d'initiative législative. Quant aux États, ils seraient représentés dans une deuxième Chambre, à l'exemple du Bundesrat allemand ou du Sénat américain.

Mais cette vision est contestée même en Allemagne. La chancelière est certes tout à fait d'accord avec son ministre mais cette question n'est pas d'actualité, a répliqué son porte-parole, Steffen Seibert: « Ces débats sont pour demain et après-demain, pas pour aujourd'hui. » Notamment parce qu'une telle refonte de l'Europe exigerait un référendum.

Une consultation qu'Angela Merkel n'exclut pas, mais que l'Allemagne n'a jamais connue au niveau national depuis la guerre.

Pour les tout-puissants juges de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, une telle union politique nécessiterait en effet un changement profond de la loi fondamentale allemande.

Si, en principe, les trois principaux partis, les chrétiens-démocrates et les Verts, sont favorables à une Europe fédérale, les études montrent que les Allemands sont nettement moins enthousiastes et que l'issue d'un référendum serait très incertaine.

A ce jour, seule l'Espagne a clairement répondu aux appels de

M^{me} Merkel. « Nous voulons plus d'Europe, nous voulons une union politique, nous voulons une union économique, nous voulons une union bancaire et une union fiscale », a déclaré le 22 juin Mariano Rajoy. En Espagne, tous les partis politiques, mais aussi les syndicats, prônent plus d'intégration pour sortir de la crise. Les Espagnols, eux, sont de plus en plus nombreux à se dire méfiants vis-à-vis de l'Europe. ■

**FRÉDÉRIC LEMAITRE (À BERLIN),
SANDRINE MOREL (À MADRID),
PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)
ET PHILIPPE RIDET (À ROME)**

Berlin mutualise discrètement les dettes de ses régions

Berlin
Correspondant

« Tant que je vivrai », il n'y aura pas de mutualisation des dettes en Europe, a déclaré Angela Merkel, mardi 26 juin devant des députés libéraux. La chancelière allemande était très énervée, dit-on, par les propositions du président du Conseil européen, Herman von Rompuy, bien trop favorables, selon elle, à une telle mutualisation. Pourtant, discrètement, M^{me} Merkel vient d'accepter d'introduire en Allemagne ce que l'on pourrait appeler des « deutsche-bonds », des obligations émises par les Länder (États-régions) qui bénéficieront de l'appui du gouvernement fédéral afin de payer des taux moins élevés. Un feu vert d'autant plus étonnant que, fédéralisme oblige, Berlin n'a aucun droit de regard sur les dépenses des Länder.

Mais la chancelière a besoin des voix de l'opposition pour que le pacte budgétaire mais aussi le Mécanisme européen de stabilité (MES) soient adoptés avec deux

tiers des voix lors du vote fixé au vendredi 29 juin, dans les toutes dernières heures de la session parlementaire. Or le Bundesrat, où siègent les représentants des États-régions, est dominé par l'opposition. De nombreux élus voyaient d'un mauvais œil le pacte budgétaire qui introduit un mécanisme de frein à la dette dès 2013, alors que le mécanisme allemand adopté en 2009 accorde dix ans aux États-régions pour remettre de l'ordre dans leurs finances.

Dimanche, lors d'une négociation d'environ trois heures avec Angela Merkel, les représentants des États-régions ont fait monter les enchères. Ils ont obtenu des coups de pouce sur des sujets qui n'ont pas grand-chose à voir avec le pacte budgétaire, comme une aide accrue de l'État aux crèches ou pour l'insertion professionnelle des handicapés. Ils ont également obtenu que, jusqu'en 2019, si jamais le déficit de l'Allemagne est supérieur à ce que prévoit le pacte budgétaire, l'État fédéral paiera l'amende à Bruxelles

même si ce sont les Länder qui sont à l'origine de ce déficit. Par ailleurs, les États-régions vont pouvoir émettre des emprunts conjointement avec l'État fédéral. Les modalités exactes de ces emprunts sont encore floues, ce qui permet au gouvernement de nier toute comparaison avec les euro-bonds. Mais l'objectif est bien que les Länder, qui paient actuellement des taux d'intérêts plus élevés que l'État fédéral, bénéficient demain de taux plus bas.

Majorité des deux tiers

Si Angela Merkel a dû se résoudre à une telle concession, c'est que la transposition dans la loi allemande du MES et du pacte budgétaire est loin d'être une formalité, malgré l'accord intervenu avec l'opposition le 21 juin.

Depuis cette date, la majorité des deux tiers dont elle avait besoin pour faire adopter le pacte budgétaire semblait acquise. Pourtant, les choses ne sont pas si simples. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a déjà anticipé qu'elle recevrait une plainte dépo-

sée par le parti de la gauche radicale Die Linke, qu'elle compte examiner en urgence. Elle a donc obtenu du président de la République qu'il ne signe pas le texte avant qu'elle rende son avis courant juillet.

A cause de l'Allemagne, le MES ne rentrera pas en vigueur comme prévu le 1^{er} juillet. Mais, surtout, les experts n'excluent plus un avis pour le moins réservé de la Cour. Pour minimiser le danger, Angela Merkel a décidé qu'une majorité des deux tiers des voix serait nécessaire non seulement pour approuver le pacte budgétaire mais aussi le MES, bien qu'en principe ces dispositions ne s'appliquent que lorsque l'on modifie la Constitution, ce qui n'est pas le cas. D'où les concessions à l'opposition.

Alors qu'une partie de la majorité s'oppose au mécanisme de stabilité, des députés de l'opposition, notamment chez les Verts, continuent de critiquer le pacte budgétaire et refusent de faire connaître leur vote à l'avance. ■

FRÉDÉRIC LEMAITRE

Fauteuils & Canapés Club

Haut de Gamme

SOLDÉS

L'indémodable **fauteuil CLUB**, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.

DecorActuel

80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69
www.decoractuel.com

LA CRISE DE L'EURO

M. Monti veut consolider son « étrange majorité » avant le sommet de Bruxelles

Le président du conseil italien se pose en « bon élève » de l'austérité et des réformes structurelles

Rome
Correspondant

Et de trois. Après le plan de rigueur, les libéralisations, Mario Monti est parvenu à faire adopter, mardi 26 juin, par quatre votes de confiance, les principaux articles du troisième volet de son plan de relance portant sur la flexibilité du marché du travail. Désormais, il sera plus facile de licencier et d'embaucher.

Cinq mois de négociations ont été nécessaires pour accoucher de ce texte qui ne satisfait ni la gauche, ni la droite, ni les syndicats, ni le patronat... De cette manière, le président du conseil espère se présenter jeudi et vendredi à Bruxelles en « bon élève » de l'austérité et des réformes structurelles prônées par Angela Merkel, pour mieux se faire l'allié du pacte de croissance défendu par François Hollande.

Le chef du gouvernement a également profité de cette journée du mardi pour tenter de « blinder » sa majorité, composée du centre, de la droite et de la gauche. « Dans un moment aussi intense, a-t-il dit aux parlementaires, il est important que l'Italie arrive dans cette négociation difficile avec un gouvernement et un Parlement qui travaillent en bonne entente. Nous ne devons avoir aucun complexe. Nous respectons les règles. » Mais son « étrange majorité », comme il l'appelle lui-même, n'est pas parvenue à s'entendre sur un texte servant de viatique à M. Monti avant son départ pour la Belgique.

Le président du conseil a ensuite reçu successivement les trois dirigeants des partis qui le soutiennent afin de leur faire part de son plan de bataille pour le sommet. L'ancien commissaire européen espère imposer son idée de mettre les fonds de secours européens au service des pays vertueux – dont l'Italie ferait partie – en leur permettant de garantir les rachats par la Banque centrale européenne d'obligations des pays en diffi-



Mario Monti, accompagné de François Hollande, à Rome, le 14 juin. MAX ROSSI/REUTERS

culté. L'Allemagne rejette cette proposition.

Il y a urgence. Entrée en récession en 2010, plombée par une dette croissante de près de 2 000 milliards d'euros (123 % du PIB), minée par la baisse de la consommation et des rentrées fiscales, l'Italie voit ses taux d'emprunt, à court comme à long terme, exploser sur les marchés. Autre signe d'alerte : alors que le gouvernement répète que le système italien est « solide », il a dû venir en aide, mardi, à Banca Monte dei Paschi di Siena. Renflouée de 2 milliards d'euros, la plus vieille banque du monde pourra atteindre un ratio de fonds propres « durs » de 9 %.

On comprend mieux, dès lors, l'abattage de M. Monti, qui s'est dit « prêt à travailler jusqu'à dimanche ». Craignant que l'Italie, malgré ses efforts, subisse le sort de l'Espagne, il ne joue pas seulement sa réputation de parfait connaisseur des arcanes et des dogmes

européens, mais également son avenir à la présidence du conseil. Même si l'hypothèse paraît encore lointaine, quelques-uns des membres de sa majorité se disent prêts à lui retirer le tapis de sous les pieds en cas d'échec au sommet de Bruxelles, pour ensuite provoquer des élections anticipées à l'automne.

Preuve de sa détermination, le président du conseil s'est dit « prêt à travailler jusqu'à dimanche »

Désorientés par le succès du Mouvement 5 étoiles, fondé par l'humoriste Beppe Grillo aux dernières élections municipales, les partis politiques traditionnels assistent, impuissants, à sa mon-

tée en puissance dans les sondages d'intentions de vote pour le scrutin législatif, prévu en 2013. Cette situation ajoute une incertitude supplémentaire à celles de la Péninsule. Plutôt que d'attendre une déroute annoncée, certains, à droite comme à gauche, imaginent pouvoir se sauver en anticipant les échéances.

Silvio Berlusconi, le prédécesseur de M. Monti, est de ceux-là, même s'il jure le contraire. Rodomontade ? Rancœur de celui qui a dû quitter le pouvoir ? Au sortir de sa rencontre avec le premier ministre, mardi, il a jugé que le sommet de Bruxelles se présentait sous le signe d'une « indétermination absolue ». Faisant le pari d'un désastre, encourageant officiellement le gouvernement tout en lui mettant un pistolet sur la tempe, le « Cavaliere », devenu pourfendeur de l'euro, se verrait bien revenir aux affaires comme ministre de l'économie. ■

PHILIPPE RIDET

Défiance croissante envers l'Europe aux Pays-Bas

Les partis antieuropéens progressent dans l'opinion, à moins de trois mois des législatives

Bruxelles
Correspondant

Les Pays-Bas écriront peut-être, le 12 septembre, un nouveau chapitre de la crise de l'Europe. Ce jour-là, les Néerlandais éliront une nouvelle Chambre pour tenter de rendre plus gouvernable un pays devenu un élève turbulent de l'Union. Un royaume où les équipes ministérielles sont de plus en plus éphémères. Mais en réalité, les électeurs risquent surtout de porter leurs suffrages sur des formations qui ont fait de l'Europe une de leurs cibles favorites.

Artisan de la chute du libéral Mark Rutte, dont il ne voulait pas approuver le programme de rigueur, le leader d'extrême droite Geert Wilders ne voit pas sa popularité entamée. Les sondages indiquent que son Parti pour la liberté (PVV) devrait rester la troisième formation du pays. Il pourrait garder les 24 sièges de députés (sur 150) conquis en juin 2010.

Chantre du « non » néerlandais lors du référendum sur le traité constitutionnel, en 2005, M. Wilders délaisse – provisoirement sans doute – ses propos antimusulmans et anti-immigrés. Il fait campagne pour un retour des Pays-Bas au florin et pour la fin de l'aide aux Etats en difficulté. Il a récemment guerroyé contre le fonds de sauvetage de la zone euro et a tenté d'en empêcher la ratification en agitant le spectre d'une perte de 40 milliards d'euros pour le pays.

C'est toutefois un autre critique de l'Europe actuelle qui fait la course en tête : le Socialistische Partij (SP) d'Emile Roemer, un leader qui ne cache pas sa sympathie pour Jean-Luc Mélenchon et se profile comme un possible premier ministre. Parti populiste solidement ancré à gauche, le SP séduit en

avançant des solutions réputées « pragmatiques » aux problèmes de l'économie, de l'emploi et de la santé, thèmes clés de la campagne.

Au sujet de l'Union européenne, le programme du SP déplore que, « hélas, elle soit dominée par les entreprises et 25 000 lobbyistes ». M. Roemer dénonce son « ultralibéralisme » et ses élargissements mal maîtrisés. Il prône une Union « plus sociale, réformée et amaigrie ».

Une récente étude a indiqué que 49 % de l'électorat potentiel du SP voulait « moins d'Europe ». La proportion monte à 67 % dans l'électorat de M. Wilders. Et, sur l'ensemble des votants, 15 % des personnes interrogées seulement réclament l'inverse, à savoir « une Europe plus forte »...

Malaise des proeuropéens

Coïncés entre deux populismes, les grands partis, historiquement pro-européens, sont mal à l'aise. Les travaillistes du PVDA critiquent la rigueur et prônent des mesures pour la croissance sans vraiment convaincre. Les enquêtes d'opinion promettent une déroute aux chrétiens-démocrates du CDA, qui avaient déjà subi une lourde défaite en 2010. Leur nouveau dirigeant, Sybrand van Haersma Buma, n'est pas entendu quand il accuse M. Rutte d'approuver à Bruxelles des décisions qu'il critique ensuite à La Haye.

En réalité, M. Rutte et son parti, le VVD – au coude à coude avec le SP –, entendent éviter le sujet européen lors de la campagne. Ils préfèrent insister sur des « bonnes nouvelles » comme celles connues cette semaine : le royaume devrait conserver sa note AAA et il vient officiellement de sortir d'une longue phase de récession. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Michel Barnier : « Avant de mutualiser les dettes, il y a plusieurs étapes à franchir pour créer de la confiance »

Pour le commissaire européen, l'union bancaire est un premier pas vers plus d'intégration

Entretien

Bureau européen
Bruxelles

Michel Barnier est commissaire européen chargé du marché intérieur et des services financiers. Faut-il prendre au sérieux Ange-

la Merkel quand elle appelle à une union politique d'inspiration fédérale ?

Angela Merkel a raison de dire qu'il faut inscrire les décisions dans une perspective politique. De son côté, François Hollande a raison de vouloir accompagner cette intégration de nouveaux instruments de solidarité. Mais on ne fait pas de grand soir tous les mois. Fonds de secours, nouvelles règles de discipline, beaucoup a déjà été fait. Avant de mutualiser totalement les dettes, il y a plusieurs étapes à franchir afin de créer de la confiance entre les Européens. Je trouve juste que M^{me} Merkel considère que ce processus passe par un partage supplémentaire de souveraineté.

La France est-elle prête à aller dans cette direction ?

C'est ce que je souhaite, mais c'est à François Hollande de répondre. Le président français n'a pas été élu sur cet agenda, mais pas contre non plus. J'entends des voix en France qui appellent à répondre à cette invitation à condition qu'il y ait davantage de contrôle démocratique. Il vaut mieux associer les Parlements nationaux et celui européen au pilotage de l'Europe.

On peut imaginer de fusionner les présidences de la Commission et du Conseil européen pour donner un visage à l'Europe, élu par le Parlement européen, ou par un congrès des Parlements européens.

Pour les Européens en général, cette perspective est une question de courage politique. Si l'on n'avance pas vers plus d'intégration, le projet européen risque de se détricoter. La priorité affichée par les dirigeants de la zone euro est la mise sur pied d'une union bancaire. Est-ce plus facile qu'une union budgétaire ?

L'union bancaire est le premier étage d'une intégration économique et politique plus approfondie. Certains éléments de cette union sont indispensables à dix-sept et seraient nécessaires à vingt-sept, comme la supervision intégrée ou les fonds de garantie des dépôts et de recapitalisation des banques. On peut très vite avoir une forme de mutualisation de ces fonds sans modifier les traités européens : il s'agirait de créer des fonds nationaux, qui seraient dans l'obligation de se prêter une partie de leurs moyens en cas de besoin dans un pays donné. Quelle instance doit piloter la supervision des banques ?

Avant de trancher, il faut se mettre d'accord sur les principes et sur les pays prêts à participer à ce cadre. Trois options existent. En cas d'union bancaire à dix-sept, la Banque centrale européenne (BCE) est extrêmement crédible et ses statuts l'autorisent à jouer ce rôle. En cas d'Union à vingt-sept, l'Autorité bancaire européenne (EBA), qui fait

l'objet de critiques injustes, serait la mieux placée. On peut aussi créer une entité spécifique, une sorte de pont entre la BCE et l'EBA. Cet organe assurerait une supervision intégrée pour les pays de l'euro, en concertation avec les pays qui ne sont pas dans l'union monétaire.

C'est un modèle hybride qui existe en France et au Royaume-Uni, où la banque centrale n'est pas seule responsable de la surveillance des banques. Une chose est sûre, cette supervision doit s'appliquer à toutes les banques, pas seulement aux établissements frontaliers. De nombreux problèmes sont venus d'enseignes de taille moyenne, comme Bankia en Espagne, Dexia en France et en Belgique, ou Northern Rock au Royaume-Uni. La position des Britanniques, qui refusent de participer à toute intégration supplémentaire, n'est-elle pas schizophrénique ?

Non. Le Royaume-Uni a un intérêt objectif à la stabilisation de la zone euro. Les banques britanniques doivent être régulées selon un cadre réglementaire unique, afin d'être encadrées comme celles de la zone euro. Si on devait aller plus loin, je peux comprendre que le Royaume-Uni dispose d'une dérogation, mais en matière de supervision, la concertation devra se maintenir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE RICARD

Querelle anglo-saxonne sur le couple franco-allemand

La zone euro vit-elle ses derniers instants ? A en croire la presse anglo-saxonne, la fin est proche. Illustrée par des « unes » éloquentes – un petit chaperon rouge perdu dans un bois sombre (*The Economist*), une pièce qui part en morceaux (*Newsweek*) –, la mort annoncée de la monnaie unique s'explique par les tergiversations des dirigeants européens. A qui la faute ? L'Allemagne, son ultraorthodoxie et sa phobie de l'inflation sont souvent mises en cause. Berlin n'est-il pas le plus ferme opposant à la création d'euro-obligations, l'outil qui, selon nombre d'économistes, permettrait aux Etats d'emprunter en oubliant les attaques spéculatives ?

Erreur ! Selon Simon Nixon, du *Wall Street Journal*, c'est la France le coupable. Dans un article assassin du dimanche 24 juin, (« La France est le principal obstacle à une solution pour l'euro »), le journaliste fustige les réticences de Paris à accepter les transferts de souveraineté en faveur de l'Europe. Son passé jacobin le rendrait plus favorable à des solutions intergouvernementales par opposition à supranationales. Or, « l'idée que la zone euro puisse mettre en commun ses dettes sans (...) une union politique est une dangereuse illusion », écrit-il.

« La France n'est clairement pas en position de force pour faire la leçon aux Allemands », reconnaît aussi George Soros, le milliardaire

américain d'origine hongroise. L'ex-financier, spécialiste des monnaies rappelle au *Monde* que la France n'a pas fait les réformes nécessaires, aggravant l'image du « pays des 35 heures ».

Pour autant, le spéculateur à la retraite estime que désigner la France comme responsable des blocages actuels revient à « transférer une faute » qui échoit à Berlin et aux pays du cœur de l'Europe. Ceux qui, comme l'Allemagne, ont profité, depuis la création de la monnaie unique, des échanges avec leurs partenaires d'Europe du Sud sans se soucier des déséquilibres provoqués.

« Résoudre le problème »

Aujourd'hui, explique M. Soros, opposer les « bons » – les pays créditeurs – aux « mauvais » débiteurs n'a pas de sens. Et si Berlin peut aujourd'hui emprunter à des coûts dérisoires, c'est en profitant de la faiblesse des pays d'Europe du Sud, rappelle-t-il.

« La question n'est pas de savoir qui est fautif, mais de résoudre le problème », conclut M. Soros, prônant la mise en place d'une union bancaire et fiscale avec une mutualisation des dettes que l'Allemagne refuse encore. « Il faut essayer au moins », s'alarme-t-il. Car il y a un point sur lequel le vieil homme s'accorde avec la plupart de ses compatriotes : les jours de la zone euro sont comptés. ■

CLAIRE GATINOIS

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

COMMUNIQUE

En application de l'article R.211-33 du livre II du code du tourisme, L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :

3JSC
IMMATRICULATION :
IM 060 11 0003
SAS au capital de 51 000 €
Siège social : 14, rue du Fonds Pernant, 60200 COMPIEGNE
Succursale garantie :
39 rue Godot de Mauroy,
75009 PARIS

L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.